



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Tunisie

Question au Gouvernement n° 2839

Texte de la question

VIOLENCES EN TUNISIE

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gaëtan Gorce. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et a trait à la Tunisie. Ce que je viens d'entendre n'est, en effet, pas pour nous rassurer, car la description des événements semble laisser oublier les dizaines de victimes de la répression qui se produit en ce moment dans ce pays. Ces événements sont, c'est vrai, la conséquence d'une situation économique particulièrement dégradée, mais elles sont surtout la conséquence du malaise profond que ressent une population condamnée à la pauvreté et au chômage, alors que le produit des ressources naturelles de ce pays est partagé par une petite minorité. Ces événements sont d'autant plus choquants qu'ils s'accompagnent d'une impossibilité de communiquer. Je rappelle qu'il a été interdit à un journaliste d'un grand journal français de se rendre en Tunisie pour apporter une information complète sur ces événements. Ceux-ci ne peuvent donc qu'être très douloureusement ressentis par tous ceux qui sont attachés à la Tunisie et, par conséquent, par la France en raison des liens historiques qui unissent ces deux pays. De ce point de vue, tous ceux qui défendent les Droits de l'Homme, comme ceux qui sont conscients des enjeux pour l'avenir des relations entre le nord de l'Afrique et l'Europe, ne peuvent qu'être déçus par la prudence des propos et les omissions de Mme la ministre.

Je veux le dire ici très clairement : la réponse que la France apporte aujourd'hui à ces sujets n'est pas à la hauteur de l'amitié que notre pays porte à la Tunisie et au peuple tunisien. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ce gouvernement doit donc se ressaisir et s'exprimer de manière forte pour condamner les violences et apporter sa contribution à un processus de réforme indispensable, sauf à devoir comprendre qu'il considère qu'il n'y a pas d'autre alternative que l'islamisme à des régimes autoritaires et souvent corrompus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, ministre chargé des affaires européennes.

M. Laurent Wauquiez, *ministre chargé des affaires européennes*. Monsieur le député Gaëtan Gorce, vous avez rappelé, les difficultés auxquels se heurte ce pays à l'heure actuelle, et les mouvements de contestation sociale qu'il connaît.

M. Maxime Gremetz. Non, c'est la répression et les cinquante morts !

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. Lors de ses précédentes interventions, Michèle Alliot-Marie a souligné à quel point ces difficultés avaient été nourries par les très fortes attentes d'étudiants qui ont suivi de longues années de formation, universitaire notamment, et qui se heurtent à un cycle économique particulièrement dur...

M. Patrick Bloche. Et les Droits de l'homme ?

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. ...qui ne leur permet pas de trouver de débouchés à la hauteur de leurs attentes en termes d'emplois.

Michèle Alliot-Marie a très clairement rappelé que la France déplorait que ces affrontements aient fait des victimes. La France a très clairement redit, par sa voix, que sa priorité était à l'apaisement et que nous attentions, de la part des gouvernements, que les mesures annoncées y contribuent.

L'Europe peut également être associée à notre action. Parallèlement à l'aide qui peut être apportée dans le cadre du G8 et du G20 et à l'aide de la France aux politiques d'emplois et de formations, notamment en Tunisie, grâce à des politiques de coopération par le biais de l'AFPA,...

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et les Droits de l'Homme ?

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. ...l'Union européenne est aussi en mesure d'apporter sa pierre à cet édifice. De ce point de vue, nous souhaitons que des négociations avec la Tunisie soient engagées et qu'elles soient précisément ciblées sur les avancées concrètes dans le domaine de la formation, de l'accès à l'emploi...

Plusieurs députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Et les Droits de l'Homme ?

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. ...et, notamment, de l'insertion des jeunes dans le tissu économique.

Tout cela peut nous permettre de renforcer, comme vous y avez appelé, car vous connaissez bien ces pays, monsieur Gaëtan Gorce, les liens d'amitié qui unissent les deux rives de la Méditerranée. Je pense que sur ce terrain, au moins, nous pouvons nous retrouver. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Oui, mais et les Droits de l'Homme ? On tue des gens !

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2839

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 janvier 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 janvier 2011